

Le Représentant de l'UNICEF au Tchad reçu en audience par le Premier Ministre du Tchad.

Le Représentant de l'UNICEF, Dr Marzio BABILLE, reçu en audience le 28 avril 2010 par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement du Tchad, son Excellence Emmanuel NADINGAR. Au centre de cette audience : l'Organisation au mois de juin 2010 au Tchad d'une Conférence Régionale sur le recrutement et l'utilisation des enfants par les forces et groupes armés. Dr Marzio BABILLE en a profité pour faire le tour d'horizon de la Coopération TCHAD-UNICEF avec son interlocuteur.

Dr Marzio BABILLE a présenté au Premier Ministre les grandes lignes de la prochaine Conférence Régionale dont le

d'amélioration des conditions pour le futur, le Tchad a besoin des jeunes éduqués, formés et responsables et cette conférence est un facteur d'accélération de la restauration de la confiance internationale et nationale pour le processus de paix », a-t-il enchaîné.

Il a relevé que le quinquennat social du Président de la République prend en compte l'enfance et que le Gouvernement adhère totalement aux préoccupations de l'UNICEF.

Bonne coopération entre l'UNICEF et le Gouvernement Tchadien

Le Représentant a saisi cette occasion pour rappeler le mandat de l'UNICEF et en particulier son rôle dans la prévention du recrutement et de l'utilisation des enfants dans les conflits armés. Il a exprimé sa gratitude aux Ministères de l'Action Sociale, de la Solidarité Nationale et de la Famille, de la Défense et des Affaires Etrangères qui contribuent à la mise en œuvre du programme : Retrait et Réinsertion des Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés. Des actions concertées avec différents acteurs ont permis la prise en charge et la réinsertion de plus de 800 enfants retirés des forces et groupes armés au Tchad.

Dr Marzio BABILLE a fait part au Premier Ministre de la préoccupation de l'UNICEF relative à la compensation financière accordée par le Gouvernement aux enfants démobilisés. Ceci ayant engendré des tensions dans les Centres de Transit et d'Orientation (CTO) et la suspension des activités dans ce centre. Il a émis les vœux d'avoir une position formelle du gouvernement par rapport à la prime de départ des enfants et sa gestion au regard des normes internationales en la matière.

Dans le domaine de l'environnement protecteur de l'enfant, le Premier Ministre a apaisé les appréhensions de l'UNICEF en indiquant que le gouvernement fera adopter dans un meilleur délai : l'avant projet de loi modifiant et complétant le code pénal, l'avant projet de loi portant code de protection de l'enfant et l'avant projet de loi sur l'état civil au Tchad dont les processus d'élaboration et de validation ont été appuyés par l'UNICEF.



Le Représentant de l'UNICEF salue le Premier Ministre

thème est « **Mettre fin au recrutement et à l'utilisation des enfants par les forces et groupes armés : Contribution à la paix et à la stabilité et au développement.** »

Les objectifs de cette conférence sont entre autres : 1) Discuter l'approche stratégique et harmoniser les bonnes pratiques du processus de retrait et réinsertion des enfants associés aux forces et aux groupes armés, 2) Engager les acteurs politiques de la région pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation des enfants dans les conflits armés afin de consolider la paix.

Le Premier Ministre du Tchad, M. Emmanuel NADINGAR, a rassuré le Représentant de l'UNICEF au Tchad, Dr Marzio BABILLE de son accord et de son soutien à la réussite de la conférence régionale qui sera organisée à N'djamena du 7 au 9 juin 2010.

« C'est dommage que les enfants aient été utilisés dans les conflits armés au Tchad par des groupes non réguliers dans un environnement de turbulence que le pays a connu » a-t-il dit. « Dans la phase actuelle de stabilisation du pays et

Campagne de vaccination contre la polio dans la ville de N'Djamena.

Le Tchad, comme 16 autres pays de l'Afrique de l'Ouest et du centre, a démarré le 24 avril le 2ème tour de la campagne de vaccination synchronisée contre la polio.

Au vu de la résurgence et de l'augmentation des cas ces dernières années, les autorités du pays se sont engagées résolument à stopper la circulation du poliovirus sauvage d'ici fin 2010.

A N'djamena, la campagne s'est déroulée sous la responsabilité de la délégation et des médecins chefs des districts, avec l'implication des chefs des carrés et la coordination de l'OMS. C'est dans ce cadre que le district sud a vacciné le 18 avril, le district Est le 21 avril le district du Centre le 23 avril et le district nord le 25 avril.

Cette approche de vacciner district par district, permet de d'assurer une bonne convergence sur un district à la fois en terme de supervision et d'utilisation du personnel d'encadrement.

Dans le cadre du partenariat avec l'UNICEF pour la mobilisation sociale, la Croix Rouge du Tchad était en première ligne de la mobilisation sociale et de la sensibilisation dans les quatre districts sanitaires de la ville de N'Djamena.

- Sensibilisation de 41.776 ménages par le porte à porte ;
- Sensibilisation dans 30 lycées, 186 écoles, 142 écoles coraniques ;
- Sensibilisation de 2.680 leaders religieux (catholiques, protégeant, évangéliques, musulmans) à travers des causeries - débats et visite de 600 mosquées.

Une caravane motorisée a sillonné les grands axes de la capitale la veille et le jour de la vaccination pour sensibiliser par des sketches et

diffusant des messages à l'endroit des parents.

Cependant, quelques difficultés au niveau opérationnel sont à signaler : Dans le district sud, la mobilisation sociale n'a pu précéder la vaccination dans ce district. Il y a eu une mauvaise planification des activités de formation des



superviseurs de la Croix rouge et celles de vaccination. Après concertation entre les partenaires, les programmes ont été harmonisés. Grâce à la cartographie des quartiers et villages, les agents de la croix rouge munis des outils de gestion et de collecte des données, sont descendus sur le terrain, visiter les ménages, vérifier le nombre d'enfants et annoncer la campagne en cours. Dans le district Est, la mobilisation sociale a commencé du 19 au 21 avril, et la vaccination réalisée le 21 avril. Dans le district Est, la mobilisation sociale a commencé avec retard. Une équipe composée de des agents et consultants de l'UNICEF, de la Croix Rouge et du Gouvernorat a fait le monitoring et les points ci-dessous constatés ont été corrigés :

- Dans le marché de NDjari, les vaccinateurs ne sont pas passés. Et la supervision a permis de rattraper 14 enfants dans ledit marché.

- Les quartiers qui ne sont pas bien vaccinés, ont fait l'objet de ratissage l'après-midi ou le lendemain matin
- Un cas de refus d'une mère de faire vacciner ses deux a été résolu ;

- Les marchés ne sont généralement pas bien couverts.

Une évaluation rapide de la campagne dans le district Est sur un échantillon de 51 ménages dans les 2 arrondissements a permis d'avoir les résultats suivants :

- Il y a eu très peu de cas de refus : la population a reçu les informations sur la polio à temps à travers les agents de la Croix rouge, les radios locales ainsi que la caravane motorisée. Les mosquées et les chefs de carrés ont également contribué à la mobilisation.

La récente épidémie de rougeole avec a stimulé les parents pour la vaccination contre la poliomyélite. Dans le district du centre, la Croix Rouge a déployé une équipe de 222 volontaires dans les 2ème (45), 3ème (27), 4ème (65) et 5ème (86) Arrondissement. Parallèlement la caravane motorisée a sillonné les 4 arrondissements.

Le 23 avril, une équipe conjointe Unicef/Délégation sanitaire de N'Djamena a fait la supervision dans le quartier Amrignébé. Quelques carrés mal vaccinés ont été revisités pour un ratissage. Les enfants d'une école maternelle ont été vaccinés après avis de leurs parents. Au district nord la croix rouge a déployé 44 volontaires pour la mobilisation sociales du 24 au 25 avril 2010. La caravane a sillonné 10 quartiers et villages relevant du district pour la sensibilisation des parents et des leaders d'opinion.

**Moyengar Nanalngar/
Marie Claire Yaya**

Un parlementaire et un diplomate italiens, visitent le centre de transit et d'orientation des enfants associés aux forces et groupes armés de N'Djamena.

En mission au Tchad, M. Verneti GIOVANNI, parlementaire italien, chargé du soutien au Darfour et son Excellence, Antoni BELLAVIA, Ambassadeur d'Italie au Tchad ont visité le 28 avril 2010, le Centre de Transit et d'Orientation 02 de N'Djamena qui abrite des enfants retirés des groupes et forces armés.

Accompagnés du Représentant de l'UNICEF au Tchad Dr Marzio BABILLE et du Directeur de Care international, gestionnaire du centre, les deux personnalités italiennes ont eu des échanges directs, discuté à bâton rompu les encadreurs du

par quelques sociétés et entreprises de la place. Environ une dizaine de ces enfants ont opté pour une formation au forage manuel. Aujourd'hui, ils ont créé leur propre entreprise et volent de leurs propres ailes.

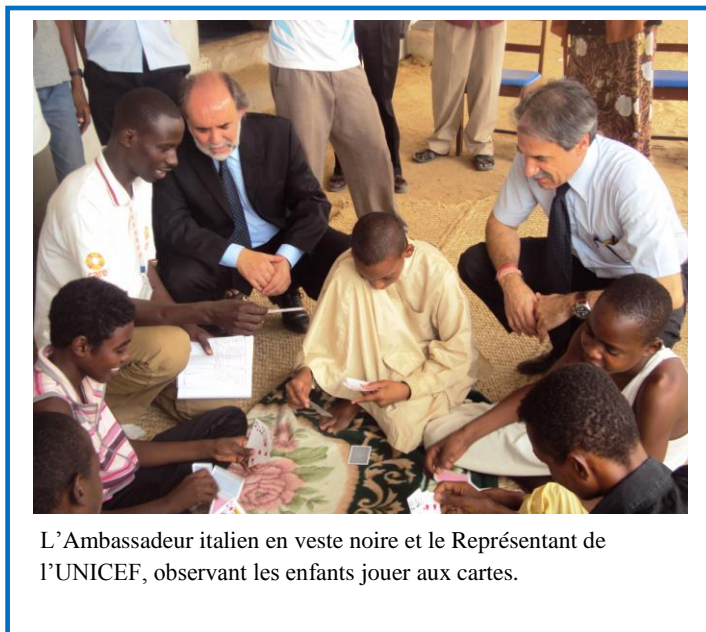
La moyenne d'âge des pensionnaires du CTO varie entre 10 à 17 ans. Selon le directeur du CTO, le centre a accueilli en 2009 une trentaine d'enfants soldats d'origine soudanaise qui étaient faits prisonniers lors des combats opposant les forces gouvernementales tchadiennes et les mouvements rebelles. Outre l'appui psychosocial apporté aux enfants, les pensionnaires du CTO2 bénéficient aussi d'une prise en charge sanitaire assurée par l'ONG Ordre de Malte.

Des cours d'alphabétisation fonctionnelle sont assurés aux enfants ayant dépassé l'âge scolaire. Les plus jeunes en âge scolaire sont inscrits dans les écoles publiques de la ville. Qui plus est, des séances de renforcement leurs sont dispensées au centre par des répétiteurs commis par l'ONG Care.

Visiblement émerveillés par les activités et les succès obtenus par le centre, le parlementaire et le diplomate italien ont chaleureusement félicité l'ONG Care International, l'équipe d'encadrement et surtout les enfants pour les actions qui se mènent au CTO. Cette visite qui intervient à moins d'un mois de la Conférence Régionale de N'Djamena, consacrée à la lutte contre l'enrôlement des enfants au sein des forces et groupes armés ne manquera pas de donner un écho favorable à ce forum

NGATA

Halte à l'enrôlement et à l'utilisation des enfants au sein des forces et groupes armés..



L'Ambassadeur italien en veste noire et le Représentant de l'UNICEF, observant les enfants jouer aux cartes.

CTO2 et les pensionnaires dudit centre.

Créée en 2007 les deux centres de transit et d'orientation de N'Djamena géré par l'ONG Care international avec l'appui de l'UNICEF ont accueilli plus de 800 enfants retirés forces et groupes armé dont 13% sont issus des forces gouvernementales tchadiennes.

Le centre visité accueille une centaine d'enfants qui progressivement après recherche familiale sont réinsérés au sein de leur communauté. Dans l'attente de leur réinsertion prochaine, une trentaine des pensionnaires du centre sont placés en apprentissage (mécanique auto, hôtellerie, couture etc.) Les enfants qui ont achevé leur formation sont aussitôt embauchés

Chaque ménage de Djongotoli dispose de latrine... finie de défécation à l'aire libre

L'UNICEF en partenariat avec Ministère de l'Eau a décerné à la fin du mois de Mars 2010 le certificat de « zéro défécation » à l'aire libre au village de Djongotoli. Il ya très longtemps que les habitants de Djongotoli comme ceux de bien d'autres villages ne se servaient pas de latrines. Dorénavant les choses ont changé. Plus de défécation a l'aire. Chaque ménage s'est doté de la précieuse fosse d'aisance qui préserve des maladies.

Le changement mérite bien une fête. Une délégation de l'UNICEF et du Ministère de l'Eau a fait le déplacement pour soutenir et motiver les habitants de Djongotoli dans leur initiative. On notait également une présence massive des communautés des villages voisins. Environ 200 personnes prenaient part à la cérémonie. Plusieurs orateurs ont pris la parole à cette occasion. Dans son allocution de circonstance, le représentant du Représentant de l'UNICEF, M. Jean Baptiste Ndikumana, a félicité les habitants de Djongotoli à persévérer dans cette voie et à donner le bon exemple aux villages voisins. Il a aussi relevé que de part le monde « Plus de deux milliards de personnes n'ont pas accès aux services adéquats d'assainissement ». Ceci pour souligner l'importance de l'acte que viennent de poser les habitants de



Djongotoli en se dotant de latrines dans chaque concession. « L'exemple de Djongotoli mérite d'être soutenu et vulgarisé. Au Tchad force est de constater qu'à peine 9% de la population ont accès aux structures adéquates d'assainissement et moins de 2% disposent de latrines en milieu rural. Plus de 88% des populations rurales au Tchad défèquent à l'aire libre. Il a ensuite lancé un appel aux autorités administratives, chefs religieux et traditionnels, aux medias, à toutes les couches sociales de se mobiliser pour mettre fin à la défécation à l'aire libre, source de nombreuses maladies dont sont victimes les enfants et les femmes

Abondant dans le même sens le Représentant du Secrétaire Général de la Santé public Dr Ouadjon Ouarmoye a cité, chiffres à l'appui les dégâts causés par les pathologies liées à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement. Selon l'annuaire statistique, a-t-il indiqué « les premiers motifs de consultation liées à

ces problèmes chez les enfants de 0-11mois sont: le paludisme 25,9%, les infections respiratoires aiguës 28%, les diarrhées 13,2%, la conjonctivite 2,7% et la dysenterie 1,9%. Le manque d'hygiène et principalement la défécation à l'aire libre sont selon l'orateur à l'origine de tous les problèmes de santé que connaît la population. Il a encouragé les habitants de Djongotoli à donner le bon exemple en

pratiquant l'hygiène et l'assainissement autour d'eux. La pratique du lavage de mains doit être promue.

Le Représentant du Ministère de l'Eau, le Secrétaire Général Adjoint du département, M. Idriss Ali Malloum féliciter les habitants de Djongotoli avant de fustiger les mauvais comportements des communautés en matière d'hygiène. La collaboration avec l'UNICEF, a permis de vulgariser en milieu rural des notions de base en matière

d'hygiène. C'est dans ce cadre qu'en septembre 2009, 10 villages de Mandiako ont été retenus pour expérimenter l'Assainissement Total Pilote par la communauté (ATPC). Djongotoli est le premier village des 10 encadrés à réaliser des latrines dans la presque totalité des concessions, mettant ainsi fin à la défécation à l'aire libre.

Le chef de village de Djongotoli, tout en se réjouissant du fait que son village soit le premier sur les 10 villages à avoir gagné le premier prix, n'a pas manqué de présenter quelques doléances. Il a réclamé la construction d'une école pour les enfants de Djongotoli..

En guise de récompense et de motivation, un don d'un montant de 612.000 FCFA, composé de bouilloires, de savons, du sucre, du thé et des nattes en plastique ont été remis aux habitants du village. Le forage d'un point d'eau est promis à Djongotoli. La cérémonie s'est achevée dans la liesse par la visite des latrines et par la plantation d'arbres dans le village.

Achta Abdéramane Aboubacar

Pour plus d'informations sur les activités de l'UNICEF TCHAD, contactez Dr Marzio BABILLE, mbabille@unicef.org, Représentant de l'UNICEF au Tchad et Mme Marie Claire YAYA, Chargée de Communication a.i, mcyaya@unicef.org.

Bientôt, le traitement gratuit du paludisme au Tchad

Le Tchad à l'instar des autres pays a célébré ce jour 04 mai 2010, la Journée Africaine de lutte contre le Paludisme. Ce décalage est dû à l'organisation le 25 avril 2010 dernier de la campagne synchronisée de vaccination contre la poliomyélite.

Placée sous le haut patronage du Chef de l'Etat son Excellence le président Idriss DEBY ITNO cette cérémonie qui marque aussi le départ d'une vaste campagne de mobilisation sociale contre le paludisme a vu la

Au Tchad, le paludisme constitue la première cause de morbidité et de mortalité. Plus de 11.000 enfants de moins de 5ans décèdent de paludisme. Ce qui représente 15% de tous les cas de décès.

participation de nombreux membres du gouvernement, diplomates, partenaires au développement et communautés.

Le paludisme vient en première position des pathologies notifiées. 452.482 cas cliniques de paludisme ont été notifiés dans les formations sanitaires en 2006. Ce qui représente 25% de toutes les pathologies confondues. Les femmes enceintes et les enfants de moins de 5ans qui ne dorment pas systématiquement sous moustiquaires imprégnées, sont les cibles privilégiées de cette pandémie. Aussi pour faire face à cette situation le gouvernement avec l'appui de ses partenaires au développement dont l'UNICEF a-t-il mis en place une nouvelle de traitement du paludisme

qui met l'accent sur la combinaison thérapeutique à base d'artésiminine.

A la veille de cette cérémonie commémorative, le chef de l'Etat le président Idriss Deby ITNO a annoncé dans une déclaration officielle à la nation la gratuité du traitement du paludisme sur l'ensemble du territoire nationale du Tchad. « Le gouvernement a décidé, d'instaurer progressivement d'ici 2011 la gratuité du diagnostic, du traitement et des moustiquaires imprégnées pour les mères et les enfants » a indiqué le Président Deby dans son message à la nation.

Dans le budget 2010, le gouvernement a octroyé plus de 600 millions de FCFA pour la prise en charge gratuite de tous les cas graves de paludisme. Au Tchad, le dépistage et le traitement du paludisme grave coute environ 9000 FCFA. Ce qui n'est pas à la portée de la bourse du citoyen lambda qui vit difficilement avec 1 dollar par jour. A l'horizon 2011, l'engagement financier du gouvernement dans cette croisade contre le paludisme coutera entre 15 et 20 milliards de FCFA chaque année. Le Président Idriss Deby ITNO n'a pas manqué de remercier et féliciter les partenaires du Tchad dont le Fonds Mondial pour la lutte contre le Paludisme, l'OMS, l'UNICEF, la Banque Islamique de Développement, la Banque Mondiale et la Croix-Rouge.

Le Représentant de l'UNICEF au Tchad Dr Marzio BABILLE a indiqué pour sa part que l'UNICEF va mobiliser 4 millions et demi de dollars en 2010 pour soutenir les efforts du gouvernement du Tchad dans la lutte contre le paludisme au Tchad. « L'UNICEF met aussi à la disposition des hôpitaux et centres de santé dans 30 districts de dix régions du pays, des médicaments à base d'artésiminine ainsi que des tests de diagnostic rapide pour la prévention et la prise en charge correcte de cette pathologie » devait-il souligner. Ces actions couvrent une population de près 6 Millions d'habitants. Ce qui représente 49.90%) de la population totale du Pays dont 1 million d'enfants de 0 à 59 mois et 246,500 femmes enceintes qui bénéficient de cet appui.

Si du côté des partenaires de développement et du Gouvernement la mobilisation est totale et l'engagement affiché pour vaincre le paludisme, beaucoup restent à faire du côté des communautés qui sont invitées à changer de comportements. Le Président Idriss Deby ITNO, dans son adresse à la nation a lancé un vibrant appel dans ce sens à ces concitoyens. « La guerre au paludisme passe par la guerre aux moustiques. Dans les actions complémentaires identifiées pour faire disparaître le paludisme, l'hygiène sera la contribution attendue de chacun » devait-il insister. **NGATA**

Pour plus d'informations sur les activités de l'UNICEF TCHAD, contactez Dr Marzio BABILLE, mbabille@unicef.org, Représentant de l'UNICEF au Tchad et Mme Marie Claire YAYA, Chargée de Communication a.i, mevava@unicef.org.